

gouvernement comme homme de confiance de Napoléon.

Le général mexicain était, entre temps, rentré à Paris et avait remis à Napoléon la lettre de l'archiduc (1), et le mémoire élaboré à Miramar. Ferdinand-Maximilien se montrait dans cette lettre plein de reconnaissance, pénétré de l'importance de sa mission, mais ajoutait qu'il ne se cachait pas les difficultés immenses contre lesquelles il aurait à lutter et qu'il lui faudrait l'appui bienveillant de l'empereur comme première condition du succès. « Il m'a fallu toute la confiance que j'ai dans cet appui pour ne pas me faire reculer dès l'abord devant une tâche aussi redoutable. » L'archiduc remerciait ensuite Napoléon de lui avoir permis de faire la connaissance d'Almonte et proclamait la nécessité d'une entente parfaite entre les Mexicains conservateurs et leur coopération avec le général Santa-Anna, qu'il était d'avis de mettre à la tête de la régence. Almonte ne s'était point opposé à cette solution, il avait même permis qu'on fit entrer cette candidature dans le mémoire, mais il avait été plutôt passif dans cette question.

L'archiduc avait en général eu l'impression qu'Almonte croyait comme lui qu'on ne risquait rien en laissant à Santa-Anna la direction du pays jusqu'à l'arrivée de l'empereur. Almonte songeait pour sa part que le moment n'était pas encore venu de dévoiler ses propres ambitions. Il fallait avant tout gagner l'archiduc en se montrant en toutes choses de son avis. L'instant décisif venu, il saurait bien se mettre en selle là-bas, loin, au Mexique, et Gutierrez à Paris, comme Santa-Anna à Saint-Thomas, en seraient pour leurs frais.

Après son audience auprès de Napoléon, Almonte se rendit bientôt au Mexique, à la suite du général Lorencez qui allait là-bas avec des renforts de troupes. La mission du général était claire. Il était l'émissaire et l'homme de confiance de l'empereur et ne souhaitait qu'une chose, à savoir qu'Almonte remplît sa mission prudemment et discrètement. Gutierrez avait enfin, le 16 janvier 1862, obtenu une audience d'une demi-heure auprès du couple impérial français (2). On discuta toutes

(1) L'archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon III. Miramar, 22 janvier 1862. Brouillon écrit de la main du baron De Pont. Vienne, Archives de l'État.

(2) Rapport de Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Paris,

les questions. Napoléon déclara qu'il fallait étendre l'occupation du pays au delà de la capitale. Il parla du négociateur de Juarez Doblado et demanda enfin, et ceci était un piège tendu à Gutierrez, quelle était l'influence d'Almonte au Mexique. A la question sur Doblado, il donna les pires références ; à celle concernant Almonte, il hésita à répondre.

— Pas très grande, n'est-ce pas ? lui souffla l'empereur.

— Non, en effet, s'aventura enfin à répondre Gutierrez.

Vers la fin de l'audience, Napoléon pria le Mexicain de bien vouloir attendre un peu, car il voulait appeler sa femme qui désirait le voir. L'empereur alla ensuite lui-même chercher l'impératrice et la laissa seule avec Gutierrez. Celui-ci attachait à cette audience les plus grandes espérances. Il ne s'attendait à rien de moins que de devenir dorénavant l'interprète officiel de l'archiduc à la cour de France où il aurait, comme Hidalgo, libre accès, et que peu à peu il le supplanterait. Mais il se trompait. Le couple impérial exprima, tout de suite après l'audience, à Hidalgo son antipathie envers Gutierrez. Hidalgo rapporta à Gutierrez, avec une joie mal déguisée, ce que lui avaient dit l'empereur et l'impératrice après l'audience sur son compte.

Eugénie surtout fut tellement frappée des idées arriérées de Gutierrez qu'elle dit que s'il allait au Mexique, on croirait là-bas que l'Inquisition avec toutes ses suites y était revenue. De sa manière de parler, l'impératrice avait réellement reçu l'impression que Philippe II était ressuscité et parlait avec elle. Elle ajouta que le Premier Palmerston ne goûtait aucunement de tels principes et qu'Hidalgo devait faire son possible pour faire revenir son compatriote à d'autres idées. « Il semble y avoir toute une conspiration contre moi (1), » écrivait à l'archiduc Gutierrez tout à fait effrayé.

La conséquence fut qu'on tint le diplomate éloigné de la cour française. On redoutait pourtant le grand mot « réaction cléricale » dont Gutierrez semblait être l'incarnation, mot qui risquait de s'attacher à l'action mexicaine et susciter des

18 janvier 1862, original, et au baron De Pont le même jour. Vienne, Archives de l'État.

(1) Plainte de Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 9 février 1862. M. A. K. M. Vienne, Archives de l'État.

résistances fâcheuses. C'est pourquoi aussi Rechberg, un peu offensé, avait déclaré en son nom et au nom de Metternich que Gutierrez ne lui semblait pas l'intermédiaire convenable pour des relations plus fréquentes entre Paris et Miramar et qu'il était incapable de sauvegarder la dignité et le prestige de la maison des Habsbourg, car le Mexicain ne voyait uniquement que l'intérêt de son pays. Il fallait malgré tout observer une certaine réserve prudente envers Paris. Ce n'était qu'en 1859 qu'on avait été en guerre avec la France et une répétition n'était pas impossible. Le cabinet impérial ne voulait pas encore prendre une part active dans la question. Mais Gutierrez était indiscret. L'archiduc devait donc conserver après comme avant sa confiance à Rechberg et à Metternich (1). L'archiduc voyait avec déplaisir qu'on n'avait pas confiance dans son protégé, ni à Paris, ni à Vienne (2). Il avait un tel faible pour Gutierrez que des attaques contre celui-ci le blessaient presque personnellement. Il déclara pourtant ne plus vouloir lui donner que rarement des ordres.

A côté de ces jalousies et rivalités entre les quelques Mexicains d'Europe, il y en avait aussi parmi ceux qui habitaient plus près de leur pays ou au Mexique même et qui s'occupaient de politique. Miranda disait avec raison que la situation au Mexique était si compliquée, parce que le pays avait tant de « sauveurs ».

Les quelques adhérents du parti conservateur au Mexique avaient été déçus par le nombre insuffisant des troupes d'intervention et exprimaient des doutes sur le succès de l'expédition. La situation au Mexique à la mi-janvier ne paraissait pas encore assez sûre à Santa-Anna (3) et il écrivit à Gutierrez qu'il ne s'y était pas encore rendu parce qu'il avait été « malade ». Lui qui, au commencement, avait craint que les trois gouvernements, sans la coopération matérielle desquels il n'y avait rien de bon à faire, puissent se laisser dissuader encore au dernier moment par les démagogues, ne comprenait pas ce qui se passait ;

(1) Rechberg à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Vienne, 1<sup>er</sup> février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Rechberg. Miramar, 4 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(3) Santa-Anna à Gutierrez, 15 janvier 1862.

« 8 000 hommes, disait-il, c'était beaucoup trop peu (1) ». On ne pouvait donc pas, après avoir laissé la garnison nécessaire, marcher sur la capitale avec une armée de 3 000 à 4 000 hommes, dans un pays qui pouvait mettre sur pied 25 000 soldats. Santa-Anna croyait donc à une résistance générale contrairement aux affirmations de Gutierrez et consorts en Europe. Par mesure de prudence, le général ne voulait partir de Vera-Cruz qu'après que les alliés auraient commencé leur marche à l'intérieur du pays (2). Les avertissements directs ne manquaient pas non plus et étaient immédiatement communiqués à l'archiduc par Rechberg. Mais ils ne firent sur lui pas plus d'impression que les précédents.

L'ambassadeur d'Autriche à Washington (3) avait dit tout crûment à Rechberg qu'il considérait le tout comme une aventure et avouait qu'il n'avait jamais eu l'idée, quand les journaux avaient mentionné le nom de l'archiduc, de prendre la chose au sérieux. Il déclara être persuadé que les trois puissances rencontreraient de grandes difficultés et qu'il serait hautement à plaindre si le nom de l'archiduc, frère de l'empereur, était mêlé à cette affaire et compromis par un échec. La position personnelle du prince dépendrait en outre complètement de la bonne ou de la mauvaise volonté du général français. L'ambassadeur voyait clairement l'avenir, comme pas un de ses collègues, mais on ne l'écouta pas. Du moins l'archiduc. Des avertissements vinrent aussi d'autres côtés. Le baron de Richthofen, ambassadeur prussien à Hambourg, qui connaissait le Mexique depuis des années, déclarait que du côté de l'Europe on ne pouvait pour le moment rien faire de ce pays et qu'un gouvernement constitutionnel y était simplement impossible (4). Le comte Crivelli mandait de Madrid (5) être

(1) Santa-Anna, Saint-Thomas, 31 décembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(2) Santa-Anna à Gutierrez, Saint-Thomas, 15 janvier 1862, Vienne, Archives de l'État.

(3) Rapport de Hulsemann à Rechberg. Washington, 18 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(4) Baron Richthofen au comte Blome, ambassadeur autrichien à Hambourg ; comte Blome au comte Rechberg, 15 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(5) Comte Crivelli à Rechberg, 15 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

plus que jamais persuadé du danger de l'expédition et qu'il serait plus facile d'y aller que de rentrer avec gloire et succès. Le maréchal espagnol O'Donnell lui avait dit qu'il ne comprenait pas que l'archiduc puisse désirer « de s'embarquer dans cette aventureuse galère » et que pour sa personne il ne voudrait rien savoir d'une telle affaire.

Mais l'archiduc travaillait sans se lasser à la réalisation de son plan. Fin janvier il fit également part de son entretien avec l'empereur François-Joseph à son beau-père (1). Il écrivait dans sa lettre qu'il fallait attendre le résultat de l'intervention européenne. « Quand l'oppression qu'exerce actuellement sur la plus grande partie de la population une petite fraction hardie et tapageuse aura fini, cette population pourra librement et franchement élever sa voix. »

Ce jugement sur la situation au Mexique laissait entrevoir l'effet des visites de Gutierrez et d'Almonte.

Comme la réserve de l'Angleterre se faisait de plus en plus sentir, l'archiduc, conformément au désir de Napoléon, pria son beau-père de bien vouloir faire valoir en Angleterre son influence puissante. Cette prière, à ce moment, était très nécessaire, car l'opinion publique en Angleterre commençait justement à s'occuper sérieusement des questions mexicaines. L'impératrice Eugénie invoqua, elle aussi, par Metternich, l'intervention du roi des Belges, lorsque lord Derby préparait à cette occasion une interpellation au gouvernement à la Chambre. « Nous devons, écrivait-elle au prince en toute hâte, éviter, si possible, un débat à ce sujet (2). » Le roi Léopold était justement à ce moment en visite à Londres, chez sa nièce, la reine d'Angleterre, laquelle avait, comme il le disait, le cœur brisé par la perte de son époux tendrement aimé, le prince Albert. Le roi des Belges écrivit à son beau-fils (3) et à l'empereur Napoléon qu'il n'avait pas trouvé trop mal le sentiment pour la cause mexicaine. Mais, ajoutait-il de suite, on ne devait compter ni sur un secours pécuniaire, ni sur une garantie de

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold. Miramar, 29 janvier 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) L'impératrice Eugénie au prince Metternich, 7 février 1862, copie. Vienne.

(3) Le roi Léopold à Ferdinand-Maximilien. Osborne, 7 février 1862, original. Vienne, Archives de l'État.

l'emprunt. On ne comprenait pas encore bien, au delà du canal, les motifs de Napoléon. C'est pour cela qu'on croyait qu'il voulait indemniser l'Autriche en vue d'une cession éventuelle de la Vénétie. « On est ici, écrivit le roi, étonnamment persuadé de la difficulté de la chose. » Le prince Albert n'était pas non plus favorable à ce plan. Mais si le roi ne trouvait pas, malgré tout, l'opinion trop mauvaise, c'était bien surtout son désir de voir réussir l'affaire. Il aurait vu avec plaisir sa fille et son beau-fils revêtus de la dignité impériale. Quel couronnement pour l'œuvre de sa vie de procurer à la maison de Cobourg une renommée mondiale ! Aussi cherchait-il les moyens de favoriser ce plan. Son jugement concernant l'opinion publique en Angleterre n'était point juste. Il est vrai qu'il y avait deux courants différents à la cour anglaise, à cause de l'attitude qu'il fallait observer dans les questions américaines. Mais celui qui recommandait la prudence et la réserve était bien plus fort. Lord Russel y appartenait et il jugeait toute l'action mexicaine d'une façon très juste et très perspicace. « Ces gens-là, écrivait-il à lord Bloomfield, l'ambassadeur anglais à Vienne, en parlant des émigrés mexicains à Paris, sont fameux dans l'évaluation de la force de leurs partisans au pays et leurs espérances exagérées en un secours, choses qui ne reposent sur rien. Si l'aide étrangère était retirée, le souverain qu'on aurait installé pourrait être chassé par les républicains. Position qui ne serait ni digne ni sûre (1). »

Lord Russel s'exprima dans le même sens avec l'ambassadeur autrichien à Londres. A la question si l'Autriche soutiendrait la candidature de l'archiduc avec des troupes et des vaisseaux, l'ambassadeur répondit qu'on n'y songeait aucunement, étant donné que l'offre était tout à fait étrangère aux intérêts politiques de l'Autriche. Lord Russel exprima son étonnement qu'une telle candidature puisse attirer l'archiduc. Le succès de l'entreprise était donc « hérissé de difficultés. » Comment pouvait-on songer à ériger une monarchie au milieu de tant de républiques ? Mais, continuait-il, cette idée vient de Paris et on prétend que c'est surtout l'impératrice qui s'intéresse à

(1) Russel à lord Bloomfield, au commencement de l'année 1862. Léonce DÉTROCHAT, éditeur, *L'Intervention française au Mexique*. Paris, 1868, p. 57.

son succès. Nous verrons ce que Napoléon entreprendra pour soutenir son œuvre. L'Angleterre laissera aller les choses et maintiendra le principe de la non-intervention. D'ailleurs le Parlement ne permettrait pas une autre attitude. »

En vérité, la situation dans l'Amérique du Nord déterminait l'attitude de l'Angleterre. Les mois écoulés, depuis la Convention de Londres, avaient apporté aux États du Nord succès sur succès. On estimait donc en Angleterre qu'il serait prudent de se retirer, à la prochaine occasion, de l'entreprise mexicaine qui était une violation de la doctrine de Monroë et partant, comme on le savait très bien aux bords de la Tamise, était vue de mauvais œil de la part de l'Union.

Seward, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'Union, sortit alors de la réserve observée jusque-là. Il ne cacha pas à l'ambassadeur de Prusse à Washington, de Gerolt (1), que la constitution d'une monarchie au Mexique pourrait avoir des suites fâcheuses et entraînerait tôt ou tard des conflits sérieux entre les puissances qui y participeraient et les États-Unis.

Le 1<sup>er</sup> mars, Seward reçut la nouvelle de l'ambassadeur américain à Vienne, que la couronne mexicaine avait été offerte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien et que celui-ci montrait un certain penchant pour l'accepter.

Là-dessus, Seward adressa immédiatement une note aux représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne et du Mexique et fit faire des communiqués, adressés à tous les représentants des États-Unis, pour attirer l'attention sur toutes les difficultés et sur tous les dangers étroitement liés à cette question. On y disait (2) qu'une monarchie, érigée sur le sol mexicain, en présence de forces militaires ou maritimes étrangères, n'aurait aucune espérance de sûreté et de durée, surtout si une personnalité non mexicaine était mise à la tête. Une intervention armée en faveur d'une monarchie serait regardée comme offensante et hostile pour la forme républicaine, la plus répandue sur le continent américain, et serait

(1) De Gerolt au comte Bernstorff, à Berlin, 5 mars 1862, copie. Vienne, Archives de l'État.

(2) Seward aux ambassadeurs américains, département de l'État. Washington, 3 mars 1862. Copie de Hulsemann. Vienne, Archives de l'État.

plutôt le commencement que la fin d'une révolution. De l'avis du président de l'Union, la libération de l'influence européenne était la tendance principale de l'histoire du continent américain durant le dernier siècle. Ceci était un avertissement très clair. Mais en Europe et surtout à Paris on n'avait pas perdu l'espoir que la chance pourrait encore tourner durant la longue guerre de Sécession. C'est sur de telles considérations hasardeuses et manquant de toute probabilité que Napoléon basait sa politique future dans la question mexicaine.

De plus en plus l'archiduc s'apercevait que Napoléon agissait presque isolément. Tandis que les autres États se retireraient peu à peu de l'entreprise, l'empereur des Français était de plus en plus en vedette. Bien que l'archiduc se trouvât encore séparé par des milliers de lieues du Mexique, il commençait déjà à éprouver une certaine jalousie à propos de l'indépendance de sa puissance future. Cette jalousie se dirigeait contre Napoléon, le seul soutien et le seul partisan de sa candidature.

« A mon avis, écrivit l'archiduc à Rechberg (1), l'empereur Napoléon veut dominer au Mexique sans avoir l'air, en Europe, de le faire directement. A cette fin il a proposé un prince sur le complet dévouement duquel il croit pouvoir compter et qu'il pourra toujours tenir sous son influence, puisqu'il verra dans la France le seul appui de son trône. » En tout ce que Napoléon avait fait jusqu'alors, l'archiduc ne voyait subitement que l'intention de jouer le rôle d'unique protecteur. Les limites imposées à la coopération du soi-disant parti « réactionnaire et clérical », la déclaration de Napoléon que l'armée du futur monarque pouvait se réduire à une garde de 500 hommes, etc, tout cela, croyait l'archiduc, n'avait été proposé par l'empereur que pour tenir en tutelle le futur monarque du Mexique.

« Dès le commencement, écrivait l'archiduc, je l'ai craint, et c'est à cause de cela que j'ai attaché une telle importance au vote de la nation et à la collaboration de l'Angleterre. » C'est pour cela aussi qu'il avait envoyé déjà en novembre un homme de confiance à Rome pour obtenir le consentement et l'aide du

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au comte Rechberg, brouillon, 28 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

Saint-Siège. Car il ne voulait pas savoir son trône protégé seulement par les baïonnettes françaises, mais lui donner pour base morale le dévouement et la sûreté du peuple, peuple sur lequel, comme on sait, l'Église exerce une influence inconnue en Europe (1). Gutierrez n'était pas innocent de cette rancune de l'archiduc envers Napoléon. Il exerçait aussi à distance, par ses nombreuses lettres, une influence presque hypnotisante sur l'archiduc. Cet homme ultra-clérical n'était pas du tout du même avis que Napoléon, d'abord parce que celui-ci ne lui était aucunement favorable, et ensuite parce que non seulement il ne partageait pas les idées ultramontaines du Mexicain, mais aussi parce qu'il ne voulait pas voir ces idées au Mexique sous la protection de l'aigle napoléonien. Gutierrez avait adressé une lettre à l'archiduc, dans laquelle il se plaignait de Napoléon et l'accusait formellement de vouloir empêcher le clergé de gagner une influence plus grande sur le cours des affaires publiques au Mexique (2). C'est là-dessus que l'archiduc avait réagi si fortement en écrivant à Rechberg.

Fin janvier l'archiduc avait, sous l'influence d'Almonte, demandé par écrit au pape Pie IX (3) la permission de pouvoir prendre, dans le cas donné, une hypothèque de 100 millions de francs sur les biens du clergé. Ensuite il avait, suivant le conseil de Gutierrez, réclamé le retour des évêques mexicains, l'envoi d'un nonce, et enfin le secours de la Suprême Autorité pour réorganiser les ouvriers et réformer le clergé en partie complètement corrompu. L'archiduc exposait ensuite au pape son intention de régner, au commencement, d'après un régime strictement monarchique, quitte à faire plus tard, quand le calme serait revenu, des concessions sans toutefois faire des promesses trop précipitées. Il ne voulait pas non plus user des mots monarchie « absolue ou constitutionnelle », à cause de l'abus qu'on en faisait.

Il était un peu imprudent de la part de l'archiduc, dans sa première lettre au pape, qui contenait des propositions con-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au comte Rechberg, 28 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Paris, 19 février 1862. Vienne, Archives de l'État.

(3) Archiduc Ferdinand-Maximilien au pape Pie IX, 26 janvier 1862, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

crètes, de parler de réforme et de réorganisation du clergé corrompu. Le pape ne fit d'ailleurs aucune allusion à cette proposition, bien que sa réponse fût en général très favorable (1). On pourrait bien parler d'une hypothèque contre un dédommagement convenable à l'Église mexicaine. Les évêques ne devraient partir que le mois prochain, pour se rendre dans des endroits sûrs pour y pouvoir reprendre en liberté leur travail. Le nonce, par contre, ne serait nommé que lorsque l'entreprise pour établir le calme au Mexique aurait abouti. Le pape sera heureux de recevoir la visite de l'archiduc et de son épouse lors de leur départ, afin qu'il puisse leur donner sa bénédiction pour la tâche à laquelle Dieu semblait les prédestiner.

Labastida, qui avait personnellement apporté la lettre de l'archiduc à Rome, compléta la réponse du pape (2) en y ajoutant que le Saint-Père autoriserait l'hypothèque à la condition que le nouveau gouvernement rendît à l'Église les biens qui lui avaient été pris par les dernières lois et assurât le dédommagement des pertes éventuelles que l'Église pourrait subir à la suite de l'hypothèque demandée. De même on devait annuler les ventes des biens de l'Église. Labastida déclara enfin que le pape lui avait déconseillé de se rendre au Mexique avant que les troupes d'intervention n'aient occupé au moins la ville de Puebla. Le cas échéant, il se permettrait d'accompagner l'archiduc.

L'évêque était prudent. Il savait prendre soin de sa sûreté personnelle et en même temps de son bien-être. Car il avait un intérêt tout spécial à ce que les biens de l'Église soient restitués. Le pape Pie IX ne connaissait pas la situation au Mexique et était obligé de se fier à ce que lui disaient les évêques émigrés, actuellement à Rome. Il avait donc tout simplement dit ce que Labastida lui avait proposé. Celui-ci avait eu beau jeu à le gagner en lui décrivant les pertes que l'Église avait subies en général sous le régime de Juarez. Mais on devait compter avec la réalité et avec la situation donnée. La voie dans laquelle le Saint-Siège s'engageait, sur le conseil des évêques mexi-

(1) Pape Pie IX à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 9 février 1862, original en langue italienne. Vienne, Archives de l'État.

(2) L'évêque Labastida à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 7 février 1862, 10 février et 17 février 1862, Vienne, Archives de l'État.

cains, devait être pernicieuse à Maximilien sans non plus profiter à l'Église.

Napoléon reçut entre temps la nouvelle des préliminaires de Soledad. Lui et l'impératrice en furent exaspérés. Dans la première agitation, l'empereur voulait tout de suite rappeler l'amiral Jurien de la Gravière. On n'avait pas envoyé une expédition au Mexique pour négocier avec Juarez. Que pouvait-il en résulter? Sûrement pas quelque chose de favorable au plan d'établir un empire au Mexique, ni à la candidature de l'archiduc. Il fallait donc désavouer Jurien. Saligny avait su faire entendre à Paris qu'il était opposé aux préliminaires de Soledad et qu'on ne pouvait pas l'en rendre responsable.

L'indignation de Napoléon se tourna donc surtout contre les Espagnols. Seul leur commandant Prim, avec ses idées antireligieuses et révolutionnaires, avait pu concevoir l'idée de négocier avec un Juarez et avait aussi entraîné l'amiral français. La première idée de l'empereur fut de donner au commandant français l'ordre d'avancer sans les Espagnols et d'exiger à Madrid le rappel de Prim. Comme Metternich le rapportait à Vienne (1), l'impératrice fut également hors d'elle et fort irritée contre ses compatriotes.

Étant données ces circonstances, Metternich pouvait s'estimer heureux d'avoir eu la prudence d'observer, au nom de sa patrie, une attitude passive et réservée, en face de la « fougue » avec laquelle Napoléon et son épouse entreprenaient de réaliser cette « chimère », cette « lubie ». En Espagne, par contre, on semblait avoir reconnu qu'on ne pouvait pas regagner au Mexique le terrain perdu. Calderon Collantes marqua son étonnement que l'Autriche puisse s'occuper d'un trône aussi problématique. Le comte Crivelli était encore toujours persuadé de l'impossibilité d'exécuter un tel plan et disait que c'était un essai qui pouvait tout au plus durer quelque temps. Tous ces avis furent immédiatement communiqués à l'archiduc Ferdinand-Maximilien pour qu'il puisse se rendre exactement compte des difficultés de la tâche entreprise.

Napoléon, de son côté, éprouva le besoin d'écrire à l'archiduc, croyant devoir lui donner une explication sur l'affaire de

(1) Prince Richard Metternich au comte Rechberg, 9 mars 1862, copie. Vienne, Archives de l'État.

Soledad. Il pria donc Metternich de bien vouloir remettre au prince impérial une lettre personnelle (1).

Napoléon disait dans cette lettre que Prim, animé de vues ambitieuses personnelles, avait fait faire à l'amiral Jurien bien des démarches inconsidérées. « Heureusement l'arrivée de mes troupes de renfort changera la situation. » Le général Prim, au lieu de marcher en avant et de parler en maître, s'était pour ainsi dire humilié devant le gouvernement de Juarez, dont l'aide de camp envoyé à Mexico a répondu aux personnes qui manifestaient le désir du retour de la monarchie, que bientôt il n'y aurait plus de monarchie, même en Europe. Malgré cela, le parti monarchiste faisait de notables progrès. Une dépêche plus récente de l'amiral Jurien, en date du 9 février, annonçait que l'expédition allait enfin avancer. Napoléon disait être désolé que son général se soit laissé jouer par le général Prim. Il allait envoyer encore un général pour voir si l'amiral Jurien ne devait pas se retirer. » Enfin, disait l'empereur à la fin de sa lettre, j'espère beaucoup de l'effet moral qu'aura fait l'arrivée du général Lorencez, car, d'après tous les avis que je reçois, autant on déteste les Espagnols, autant on aime les Français. J'ai tenu à donner ces détails à Votre Altesse impériale, afin qu'elle sache que je fais tous mes efforts pour la réussite du plan que nous avons conçu. »

L'archiduc répondit (2) très aimablement qu'il était persuadé que la puissance de Napoléon triompherait de toutes les difficultés, mais qu'il croyait cependant, étant donnée toute la situation, devoir souligner « son attitude réservée ».

Napoléon espérait donc que le général Lorencez, en route pour le Mexique avec 4 500 hommes depuis le mois de janvier, parviendrait à changer le cours des événements. Du moins il en avait reçu l'ordre. Que la bonne volonté ne lui fasse pas défaut, Napoléon avait pu le constater à la dernière audience accordée au général, dans laquelle Lorencez avait prodigué les promesses et montré des espérances sanguinaires.

Le général Lorencez, qui, par son mariage avec la fille du maré-

(1) Napoléon à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, original, 7 mars 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon III, Miramar, 15 mars 1862, brouillon de la main du baron De Pont.

chal Oudinot, appartenait aussi au cercle de Napoléon, arriva au Mexique le 4 mars avec ses troupes et le général Almonte. Lorencez apportait de nouvelles instructions pour Saligny et Jurien, qui recommandaient une action bien plus énergique. Almonte ne fit aucun secret de ses relations étroites avec Napoléon et de l'intention d'établir au Mexique une monarchie avec l'archiduc Ferdinand-Maximilien à la tête. Peu de temps après son arrivée il avait fait une visite au général Prim et lui avait parlé de ce plan. Prim, tout comme Wyke, fit l'étonné, quoique au courant depuis longtemps. Le maréchal espagnol ne voulait pas laisser partir Almonte de Vera-Cruz. Saligny le questionna à ce sujet et reçut la réponse qu'il était à craindre qu'Almonte, une fois dans ou près de la capitale, se proclamerait chef du gouvernement, ce que Prim et sir Charles Wyke devaient tâcher d'empêcher. Saligny répondit que si les deux représentants voulaient protéger de la sorte le parti démagogue, lui, prendrait sous sa protection les conservateurs.

En plus Juarez avait, dès qu'Almonte et ses compagnons avaient débarqué au Mexique, demandé aux alliés l'extradition de ce « traître », et les représentants espagnols et anglais semblaient assez disposés à acquiescer à ce désir.

Même chez les Français et surtout chez leur commandant Jurien de la Gravière, auquel on avait confié la direction politique et militaire de l'expédition, cette attitude d'Almonte éveillait des soupçons bien fondés. Le Mexicain se montrait trop fièrement comme le représentant de Napoléon et laissait trop voir ses tendances. Saligny, qui se croyait offensé, se rangea du côté d'Almonte et tous deux commencèrent à intriguer de toutes leurs forces contre l'amiral.

Deux lettres de Vera-Cruz, adressées par Almonte le 18 mars, un jour avant la marche à l'intérieur du pays, l'une à l'archiduc à Miramar et l'autre à Napoléon à Paris, sont la preuve de cette situation. Almonte y priait (1) directement l'empereur, et au nom de ses propres intérêts personnels, de rappeler aussitôt que possible Jurien de la Gravière à cause de l'attitude

(1) Général Almonte à Napoléon III, Vera-Cruz, 18 mars 1862. Copie de la main d'Almonte, jointe à la lettre à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Même date, original, Vienne, Archives de l'État.

incompréhensible de l'amiral. Il accusait l'amiral de demander des conseils à Prim ou à Charles Wyke au lieu d'en demander à Saligny. « Sire, disait-il dans cette lettre, je vous répète que M. de Saligny est l'unique personne qui connaisse vraiment mon pays et, si Votre Majesté veut voir son idée réalisée, vous n'avez qu'à lui confier toute la direction de la politique que Votre Majesté veut poursuivre au Mexique. » Almonte regrettait, dans sa lettre, que les commissaires aient perdu du temps, car c'eût été si facile d'atteindre la capitale par une marche rapide.

A l'archiduc il se plaignit en termes encore beaucoup plus énergiques de la faiblesse de l'amiral. C'était grâce à sa maladresse et à la mauvaise volonté de Prim et de Wyke qu'il avait trouvé la situation tout autre qu'il ne l'avait espéré.

L'amiral Jurien ne savait naturellement encore rien de ces lettres. Mais l'attitude d'Almonte et sa manière de souligner sans cesse la faveur dont il jouissait auprès de Napoléon ne lui laissaient aucun doute sur les intrigues du Mexicain contre lui. Et pourtant il avait, en voyant les grandes difficultés d'une action au Mexique, cru sauvegarder pour le mieux les intérêts de son empereur et de son pays en étant contre la poursuite de plans illimités dans ce pays livré à l'anarchie.

Mais à présent il avait reçu l'ordre formel de protéger Almonte et devait respecter en lui l'agent de son empereur. L'homme de confiance de Napoléon et son parti devaient être soutenus par les armes françaises. « En avant » était le mot d'ordre et tout ce qui pouvait favoriser les vastes projets de l'empereur devait être exécuté. Les conservateurs, qui s'étaient tout d'abord tenus sur la réserve vis-à-vis de l'attitude faible et équivoque des alliés, commencèrent à se ranger en nombre assez considérable du côté d'Almonte, lorsqu'ils apprirent la nouvelle de son arrivée, et surent que les baïonnettes françaises les protégeaient. Lorsque Almonte quitta Vera-Cruz le 19 mars, accompagné de Miranda, du ministre Haro et d'un bataillon français, pour avancer avec ses partisans vers Tehuacan, où il devait rencontrer le général Robles, il fut accueilli par les généraux mexicains D. Leonardo Marquez, Don Thomas Mejia, D. Felix Zuloaga et d'autres, qui se rangèrent à ses côtés avec leurs soldats.

Juarez, en voyant l'attitude de ses ennemis mortels, résolut

d'appliquer énergiquement ses lois draconiennes, là où ce serait possible, contre tous ceux qui soutiendraient d'une manière ou d'une autre l'intervention étrangère. De fait, le général Robles Pezuela fut pris au lasso comme une bête fauve par les troupes de Juarez et fusillé le 23 mars comme traître, sans jugement quelconque, lorsqu'il voulait se rendre auprès d'Almonte, dans le camp conservateur, sous la protection française. Les commissaires des alliés avaient entre temps tous reçu leurs instructions. Lord Russel avait déjà, le 27 janvier, autorisé sir Wyke à réembarquer les quelques centaines d'hommes de troupes maritimes, dès l'approche des mois malsains.

Lord Russel n'avait non plus caché son opinion sur la question mexicaine. Il parla, avec un sourire moqueur, au comte Apponyi des négociations des commissaires avec Juarez et de la colère de Napoléon, qui était furieux parce que ces accidents détruisaient ses projets. « Il est possible, avait dit le ministre, que Napoléon restera le seul combattant dans cette entreprise et qu'il réussira à mettre votre archiduc sur le trône, mais en ce cas, avait-il ajouté d'un ton de raillerie, je crois que vous aurez à payer cher les services qu'il vous aura rendus, car vous savez qu'il ne rend jamais de services gratuitement (1). »

Lord Russel pouvait facilement prédire que Napoléon resterait seul à la fin. Pour les causes déjà mentionnées, on avait conseillé aux Anglais et aux Espagnols de se retirer de l'action engagée, tandis que les Français avaient reçu l'ordre de poursuivre cette action encore plus énergiquement que jusqu'à présent. Lorencez aurait écrit le 20 mars, à Napoléon, qu'il avait besoin d'un certain nombre de jours pour arriver à Mexico et qu'il proclamerait l'archiduc Ferdinand-Maximilien empereur le jour après son arrivée dans la capitale. Le langage fier du général plaisait à Napoléon. Mais si les Français pensaient ainsi, on pouvait prévoir nettement ce qui sortirait de la prochaine réunion des commissaires.

Pour mettre enfin les choses au clair, cette conférence fut fixée pour le 9 avril à Orizaba, car, d'après les préliminaires

(1) Lettre privée du comte Apponyi au comte Rechberg. Londres, 31 mars 1862. Copie envoyée à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Vienne, Archives de l'État.

de Soledad, les négociations avec le gouvernement de Juarez auraient déjà dû commencer le 15 du même mois.

Comme on devait s'y attendre, les opinions extrêmes se firent brusquement jour et s'entre-choquèrent immédiatement. Pour les représentants anglais et espagnol il s'agissait surtout de donner à leur gouvernement la possibilité de se retirer aussi convenablement que possible. L'amiral Jurien ne savait pas encore que son rappel avait déjà été décidé à Paris le 20 mars, et que la lettre qui le rappelait, ainsi que celle qui nommait Lorencez général de division et commandant de toutes les troupes françaises de mer et de terre, était déjà en route. Contrairement à son attitude de Soledad, il soutint la politique d'intervention voulue par Napoléon III. L'Angleterre et l'Espagne déclarèrent tout d'abord que la France n'avait aucun droit de protéger spécialement certains Mexicains sur le sol du Mexique. Elles visaient par là le général Almonte. Celui-ci avait déclaré être venu au Mexique pour changer la forme gouvernementale actuelle et avait aussi parlé de l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Agir ainsi serait aller contre la convention de Londres. Saligny répliqua, avec malice, que le comte Prim tenait pour absurde la candidature de l'archiduc, uniquement parce qu'il voulait se proclamer empereur lui-même. Prim répliqua avec colère. Sir Charles Wyke, qui négociait constamment en secret avec Juarez, déclara que la majorité du pays était pour le régime de celui-ci et qu'on trouverait difficilement des partisans pour une monarchie. Jurien tâcha d'apaiser les esprits en disant que la combinaison avec Maximilien n'était, en attendant, qu'une éventualité. Saligny souligna immédiatement après que les Français avaient déjà reçu des pétitions de nombreux Mexicains, pour commencer la marche sur Mexico. Le commodore Dunlop répliqua que, tout au contraire, même les Français vivant au Mexique, verraient cette marche française sur Mexico avec le plus grand déplaisir (1).

En de telles conditions il était impossible de s'entendre. Le même soir encore la rupture officielle était faite. L'Angleterre et l'Espagne retirèrent leurs troupes et vaisseaux du Mexique

(1) D'après le procès-verbal de la conférence d'Orizaba. Vienne, Archives de l'État.